

un temps donné, évacuer le pays... » Ces instructions étaient peu conformes aux demandes que venait de faire Maximilien; mais, d'un autre côté, l'Empereur ne se rendait pas bien compte que cet ordre formel donné à son lieutenant était bien difficile à exécuter sans le concours de Maximilien, qui avait fait défaut jusqu'alors.

« Il faut que l'Empereur Maximilien comprenne que nous ne pouvons pas rester indéfiniment au Mexique... »

Cette phrase a dû coûter à son auteur. Elle montre avec quelle amertume Napoléon III sentait la maladresse du Prince qu'il avait cru capable de jouer le rôle prépondérant dans la grande et magnifique entreprise que comportait l'exécution de ses projets; cette maladresse allait anéantir sa grande conception initiale à l'égard du Mexique.

Aussi, avec une juste sévérité, il disait encore au Maréchal qu'au lieu de construire des théâtres et des palais, Maximilien ferait mieux de mettre de l'ordre dans les finances et... sur les grandes routes.

Ces reproches, les premiers que faisait entendre officiellement Napoléon III, étaient absolument mérités, j'ajouterai même beaucoup trop adoucis. Si, depuis, des écrivains au cœur généreux, se sont efforcés d'atténuer les responsabilités de Maximilien, ils ont, à mon avis, dépensé des trésors d'une charité chrétienne que leur impérial client ne méritait pas. Si, à cette époque, la cause de l'Empire mexicain paraissait compromise, c'était Maximilien lui-même qui l'avait mise en cet état et cela malgré tous les efforts faits par nous pour éviter ce malheur. Il se condamnait lui-même, lorsqu'il annonçait, au bout de dix-huit mois de règne, qu'il allait commencer à gouverner. Il est bien temps de saisir la barre quand le vaisseau désemparé n'a plus de gouvernail et flotte à l'aventure au milieu des écueils! Un tel pilote ne mérite ni excuse ni pitié, même si, dans le naufrage, il périt dévoré par les requins!

Si, comme il le dit dans un discours prononcé à la visite des condoléances officielles, à l'occasion de la mort du roi

Léopold de Belgique, au lieu de consacrer ses veilles à toutes sortes de productions législatives plus ou moins opportunes, Maximilien avait gouverné de façon à conserver l'attachement et la confiance de ses amis, et à détruire par ce fait les espérances de ses ennemis, il eût, sans nul doute, tiré le plus grand profit d'un événement privé et qui devait se produire obligatoirement vers la fin de cette année, événement dont l'importance intrinsèque était minime mais qui, bien exploité, aurait eu une portée considérable pour la consolidation de son Empire. C'était la fin légale de la présidence de Juarez, l'expiration de ses pouvoirs. Un gouvernement habile et prévoyant aurait dû escompter cette échéance et en profiter. Mais on n'y avait même pas pensé!

En effet, l'Indien paisible, honnête et désintéressé, le patriote qui s'obstinait à végéter dans une présidence uniquement morale dans le seul but de sauver son pays et surtout la forme de gouvernement qu'il représentait *in partibus*; cette épave de chef d'Etat, déjà échouée presque en territoire étranger, eut l'idée, toujours par désintéressement sans doute, de faire un coup d'Etat, tout seul, ce qui était assurément facile et sans danger.

Elu pour quatre années, son mandat expirait le 30 novembre 1865, et, conformément à la constitution dont il avait la garde, la présidence intérimaire jusqu'au moment où on procéderait à une nouvelle élection, passait de droit et *ipso facto* au président de la cour suprême. Mais, ce président était alors le général Ortega, l'énergique soldat qui défendit si vaillamment contre nous, en 1863, la forteresse de Puebla, fut fait prisonnier et alla se retirer aux Etats-Unis avec l'autorisation de la France.

Alors, le rusé Juarez, ne voulant pas lâcher la proie présidentielle défunte, qu'allaient ressusciter, selon toutes probabilités, les fautes de Maximilien d'une part, les engagements protecteurs des Etats-Unis d'autre part et aussi, surtout peut-être, les assurances venues de Paris qu'on forcerait l'Empereur Napoléon à évacuer le Mexique, le président de la Répu-

blique déchu, se sacra lui-même dictateur, par la grâce inef-
fable d'un décret, signé, le 8 novembre, à Paso del Norte,
sur la frontière même. Ce document extraordinaire, ou plu-
tôt extra-légal, prorogait ses pouvoirs présidentiels jusqu'au
moment où il serait possible de nommer son successeur.
Mais la constitution, qu'en faisait-il ? Ortega avait le droit
et le devoir de réclamer, dans les mêmes conditions *in par-
tibus* le titre de président jusqu'au moment de ces fameuses
élections ! Que fit alors le doux, l'intègre Juarez ? Il produisit
un autre décret mettant purement et simplement hors la
loi Ortega, sous le prétexte qu'il était retiré aux Etats-
Unis, c'est-à-dire en territoire étranger. Et pourtant, cette
situation du général mexicain n'était pas volontaire, puis-
qu'elle était la conséquence fatale de son grand dévouement
à la patrie qui l'avait fait défendre son principal rempart
jusqu'à tomber entre les mains de l'ennemi pour être em-
mené en captivité. Mais, au contraire, ces titres honorables
qui l'auraient fait nommer président au jour des élections,
le firent traiter plus cruellement par Juarez, qui le déclara
déchu de ses droits et ordonna son arrestation et sa mise en
jugement, s'il avait l'audace de reparaitre sur le territoire
mexicain, pour revendiquer légalement les mêmes droits qui
étaient imprescriptibles !

Les deux décrets promulgués par Juarez étaient absolu-
ment arbitraires et anticonstitutionnels ; le second était en
plus odieux et ne comporta aucune excuse. Il fut très sévè-
rement jugé par un des rares fidèles compagnons du Prési-
dent, qui même était président intérimaire de la cour su-
prême en l'absence forcée d'Ortega, c'était le général Ruiz.
Celui-ci quitta Juarez, alla faire acte de soumission à
l'Empire et lança une proclamation qui, constitutionnelle-
ment, était légale, flétrissant la violation que venait de com-
mettre Juarez pour rester illégalement au pouvoir. Puis, ce
patriote écœuré se retira de la vie publique.

Si, à ce moment, l'Empire avait été organisé sur de plus
fortes bases comme il l'aurait été avec tout autre homme

que Maximilien, la cause personnelle de Juarez était perdue.
Mais dans la situation du moment, elle fut renforcée par ce
coup d'Etat, si invraisemblable qu'il pût être.

Cependant, Maximilien, au milieu des labeurs qu'aurait dû
lui créer sa résolution de gouverner, avait constamment des
distractions à côté, qui lui faisaient négliger les charges du
pouvoir.

C'est ainsi, qu'apprenant le retour de l'Impératrice de
son voyage au Yucatan, et son débarquement à Vera-Cruz,
le 20 novembre, il se décida à aller au devant d'elle jusqu'au
delà des monts, sur la route de Puebla. Un matin, en galant
et brillant paladin, monté sur beau destrier andalou, il
apparut à sa noble et fière épouse, qui chevauchait heureuse
et pensive par une claire et ensoleillée matinée, non loin de
la jolie ville de San-Martino.

La rencontre fut naturellement touchante ; mais au lieu
de continuer leur route sur Mexico où les appelaient pourtant
tant de devoirs impériaux et surtout impérieux, ils prirent
la direction de Cuernavaca où, renvoyant au lendemain
les affaires sérieuses, ils allaient s'abandonner aux charmes
d'une villégiature champêtre plus humaine que mondaine.
Qu'était-ce donc que ce Cuernavaca si attractif ? Une char-
mante petite ville, sise au pied des derniers rameaux du
Popocatepelt, sur les bords rians d'un ruisseau glacé par
les fontes des neiges éternelles du grand volcan. Elle est à
quinze ou seize lieues de Mexico, sur la frontière des
Terres Chaudes du Pacifique. C'est dans un des bosquets
naturels de ce paradis embaumé d'orchidées, où l'on sa-
voure déjà le mangot doré, aux sucres aphrodisiaques parfu-
més à la térébenthine, que Maximilien s'est offert un petit
domaine fleuri, transformé en cottage délicieux où il aime
à se reposer des charges du pouvoir. L'Impératrice Charlotte
s'y plaît beaucoup, mais l'Empereur bien davantage, dit-
on, car il y a établi une sorte de jardinier-régisseur, posses-
seur d'une épouse exceptionnellement belle et séduisante !

Cependant, si le ciel de Cuernavaca était pur et souriant

pour les Souverains, celui de l'Etat s'assombrissait chaque jour. Un orage, qui grondait sourdement depuis longtemps, commençait, à cette époque, à devenir menaçant, et s'amoncelait à l'horizon : c'était le complot de Santa-Anna.

Nous avons déjà vu, au commencement de l'année, ce vieux, ce perpétuel prétendant, exilé depuis des années, chercher à pénétrer sur la terre mexicaine, portant fallacieusement en main un rameau d'olivier, mais violant aussitôt la parole donnée sur l'honneur de ne pas entreprendre de menées politiques. Nous avons vu aussi que, grâce à la ferme initiative du Maréchal, ce déloyal brandon de discorde avait été repoussé au delà des mers et transporté par un croiseur français de Vera-Cruz à la Havane.

Dès le mois de juillet, on eut, à Mexico, la preuve certaine qu'un grand nombre de conservateurs et de cléricaux, qui n'avaient jamais déserté la cause de Santa-Anna avant la proclamation de l'Empire, auquel ils s'étaient franchement ralliés, perdant confiance dans la stabilité du régime impérial, et surtout considérant comme certain le départ des troupes françaises, commençaient à retourner à leurs anciennes sympathies, espérant y trouver une garantie de salut. Ces conservateurs travaillaient sourdement à rapprocher les causes de Santa-Anna et de Juarez pour créer ainsi un terrain sur lequel on pourrait établir un jour un *modus vivendi* acceptable pour tout le monde. Des pourparlers étaient déjà entamés avec les deux Présidents, et ces menées étaient favorisées même par certains membres du Gouvernement dont la fidélité à l'Empire était rien moins que douteuse. Mais Maximilien ne sembla pas se préoccuper de ce danger, qui aurait cependant dû attirer son attention sur la fragilité de son œuvre. Il ne vit sans doute pas que ce mouvement d'opinions et de manœuvres ténébreuses donnait à la venue de Santa-Anna à Vera-Cruz une importance plus grande qu'une simple fantaisie de la part du vieux et incorrigible conspirateur.

Un incident fortuit, mais original dans la forme, se produi-

sit vers le milieu de septembre, qui mit le Maréchal absolument au courant des pensées secrètes et des projets du général Santa-Anna.

Un jeune officier d'état-major, le lieutenant de Béarn, se rendait au Mexique sur un paquebot qui fit escale à Saint-Thomas. Apprenant que le fameux Santa-Anna habitait principalement cette ville, il eut l'idée audacieuse mais géniale d'aller lui rendre visite, incognito bien entendu. Parlant parfaitement l'allemand, il se présenta en touriste allant visiter le Mexique et fut pris pour un citoyen d'outre-Rhin, héritier d'une principauté (?), que ne démentait pas du reste sa blonde chevelure.

M. de Béarn fut reçu d'abord avec une grâce parfaite par Mme Santa-Anna, femme charmante sur laquelle notre élégant voyageur fit la meilleure impression, ce qui lui valut de la part de son mari, qui s'était très dignement fait attendre au salon, l'accueil le plus cordial. La belle dame l'avait pris pour un Allemand, ainsi qu'il le dit lui-même avec une charmante simplicité dans son récit : « Je vis que j'étais pris pour un officier allemand et je me laissai faire. »

Le vieux birbe, convaincu qu'il avait affaire à un Allemand de vieille race, fut très expansif et ne déguisa pas ses sentiments d'exécration pour les Français, coupables, à ses yeux, de lui avoir enlevé la jambe qui lui manquait, et qu'il aurait certainement exterminés à Saint-Jean-d'Ulloa sans cette amputation brutale et vraiment impardonnable. Puis, enhardi par la bonhomie naïve de son visiteur, il exposa sans détours ses idées sur la situation où se trouvait le Mexique et particulièrement sur les événements qui devaient se produire prochainement. Il lâcha tout : ses relations constantes et secrètes avec Mexico et le pays tout entier; ses menées occultes, enfin et surtout le concours absolu que lui prêtaient les Américains avec armée, marine, tout enfin pour soulever le Mexique et renverser le trône branlant de Maximilien, en nous jetant cette fois bien effectivement à la mer. C'était complet. Il montra même la fameuse proclamation

qu'il tenait prête à lancer pour mettre le feu aux poudres et, sur la demande de M. de Béarn de lui faire l'honneur d'un exemplaire de ce document destiné à devenir historique, il lui en donna une collection avec prière de la répandre, surtout en Europe.

M. de Béarn, stupéfait du résultat de sa visite, sut cependant conserver avec art le sang-froid ingénu que comportait la circonstance; il subit avec onction cette expansion torrentielle du grand homme assurément incompris, s'associant avec beaucoup de tact à ces révélations, par des approbations mimées et discrètes, laissant échapper aux bons moments quelques paroles approbatives; puis, semblant vouloir éviter d'être importun, mais surtout préoccupé de rentrer à bord, il prit congé, avec une parfaite déférence, de son hôte expansif, étreignit plusieurs fois la main affable qui lui était tendue et regagna son paquebot absolument ravi du succès d'une démarche à laquelle il n'aurait jamais pensé devoir donner une si grosse importance.

Naturellement, dès son arrivée à Mexico, il communiqua au Maréchal cet incident de son voyage dans une relation très détaillée et des plus intéressantes. Lorsque l'aventure fut connue, nous fîmes fête à ce jeune et déjà distingué camarade qui venait de débiter par un coup de maître dans sa carrière d'officier d'état-major.

Le manifeste de Santa-Anna n'apprenait pas grand chose; ce n'était qu'un tissu de fourberies; mais les confidences qu'il avait faites à « l'officier allemand » étaient des plus importantes, suggestives même, par leurs révélations compromettantes, non seulement pour nombre de hautes personnalités mexicaines, mais, ce qui était plus grave, pour le Gouvernement américain qu'elles montraient sous un aspect... peu flatteur! Comment, on soutenait, d'une part, moralement, militairement, financièrement la cause de Juarez et, d'autre part, on promettait à Santa-Anna des armées, de l'argent, etc.! Mais enfin, on n'avait cependant pas, à Washington, la prétention de dofer la République mexicaine

de deux présidents à la fois!! C'est ce que, bien effectivement, on pourrait qualifier de politique à double face!

Alors que les esprits étaient tendus vers la frontière pour y découvrir la paix ou la guerre, que le Gouvernement ne faisait rien pour mettre de l'ordre dans les finances et dans les administrations, la situation militaire à l'intérieur était-elle meilleure? Pas du tout. Dans les derniers mois de l'année 1865, des actions de guerre, malheureusement mauvaises quelquefois, se produisaient un peu partout. Et pourtant Maximilien avait cru pouvoir reprocher au Maréchal de ruiner le trésor *avec les expéditions qu'il faisait entreprendre*. On était bien obligé de les entreprendre, ces expéditions, puisque la mauvaise administration du pays faisait renaître des ennemis où il n'y en avait plus et qu'il y avait trop souvent des combats à livrer.

Maximilien, sur les instances du Maréchal, s'était enfin décidé à mettre en campagne sa légion autrichienne qu'il avait tenue trop longtemps casernée dans Puebla et sur la route de Vera-Cruz; mais celle-ci avait subi des échecs, même des revers de mauvaise nature.

Au mois de septembre, un officier autrichien, qui occupait la petite ville de Tehuacan, non loin d'Orizaba, à dix lieues de la route de Vera-Cruz, s'était laissé enlever une colonne d'une centaine d'hommes, puis attaqué dans sa place même, au lieu de lutter dans son réduit, ce qu'il pouvait faire tant qu'il aurait des vivres et des munitions, il eut la faiblesse de se rendre, laissant 1.500 fusils et 20.000 cartouches à l'ennemi qui leva une contribution de cent mille piastres sur la ville et se sauva, du reste, en apprenant qu'une troupe française, débarquée à Vera-Cruz, marchait contre elle. N'était-ce pas déplorable? Un autre officier autrichien commandait à Oajaxa, entouré de bandes reformées avec les prisonniers que nous y avons faits et que Maximilien avait prescrit de relâcher. Dans une sortie de reconnaissance, il se laissait enlever la moitié de sa colonne et rentrait se faire bloquer dans la ville. On fut obligé de lui envoyer 500 hommes de

renfort. Cette opération aurait dû être évitée ! Le résultat de cette insuffisance d'une partie de ces troupes non encore aguerries, fut que la route de la capitale à la mer n'était plus praticable et que la rumeur publique réclama qu'on envoyât des troupes françaises pour la garder.

Tout le monde reconnaissait, du reste, que les Autrichiens étaient impuissants à faire cette guerre de chicanes, de surprises, dans laquelle excellaient, au contraire, les soldats français. Lorsque le général Brincourt commandait le département de Puebla avec quelques bataillons à peine, la tranquillité régnait partout ; mais avec les Autrichiens, cinq fois plus nombreux, il n'y avait de sécurité nulle part. Aussi, le Maréchal dut-il déplacer encore des troupes françaises pour aller en Terres Chaudes protéger le chemin de fer de Vera-Cruz.

Quant aux opérations de concentration prescrites par l'Empereur Napoléon et nécessitées par les menaces américaines, les mouvements se dessinaient ; mais cette manœuvre s'opérant sur d'immenses surfaces, ne se faisait pas partout sans motiver quelques incidents plus ou moins sérieux. Je tiens à en rappeler un qui montre une fois de plus à quel degré d'entraînement, d'énergie et d'endurance en étaient arrivés nos soldats.

A la bifurcation des deux plus importantes voies de pénétration des Etats-Unis, dont celle de Matamoros, à 60 lieues de cette ville et à 40 lieues de la frontière, se trouve la ville importante de Monterey, et à 20 lieues en arrière de celle-ci, la petite ville de Saltillo.

Le 4 novembre, les troupes françaises occupant Monterey quittèrent cette place pour se concentrer à Saltillo, laissant la première de ces deux villes à la garde de troupes mexicaines. Huit jours plus tard, le général Jeanningros, qui commandait à Saltillo, craignant des mouvements de troupes dans la région de Matamoros, se mit en route avec une colonne légère d'un millier d'hommes et une section d'artillerie de montagne. N'ayant pas rencontré les Libéraux, il eut

l'idée de revenir par Monterey pour rassurer ses habitants que notre départ avait plongé dans les transes.

Mais, pendant son opération, les Libéraux qui avaient été repoussés par le général Mejia dans une attaque infructueuse contre Matamoros, s'étaient dirigés en nombre considérable sur Monterey où ils entraient le 23 novembre, forçant la garnison mexicaine, que nous y avions laissée, à se renfermer dans la citadelle, et s'établissant solidement au centre de la ville dans la partie la plus riche. Ainsi maîtres de la situation, les Libéraux frappèrent aussitôt une contribution de deux cent mille piastres (un million), payable dans les 48 heures. Ils étaient pressés d'avoir leur argent, car ils savaient le général Jeanningros à plusieurs jours de marche et Saltillo dégarni de troupes. Les habitants affolés, se préparaient à recueillir les fonds exigés. Ils avaient cependant expédié de tous côtés des courriers rapides pour informer les troupes françaises qu'on pourrait atteindre, mais principalement Saltillo.

Ces courriers rapides méritent une mention spéciale, car ils sont extraordinaires. Un Indien à qui on a confié une nouvelle urgente, établit une grosse pierre sur son dos pour tenir le corps penché en avant, il met dans ses dents un morceau de bois ou une plume d'oiseau pour scander et régulariser sa respiration ; ainsi équipé, il part au pas de course. Il évite les routes et suit à travers le pays une direction à peu près droite vers son but où il trouvera une hacyenda ou un rancho (hameau), après deux heures de marche environ. Là, il se fait relayer par un Indien frais et dispos qui emporte, à son tour, la nouvelle et opère ensuite de la même façon que le premier courrier. Les relais s'improvisent ainsi jusqu'à destination. Par ce procédé, les messages parcourent les plus grandes distances avec une vitesse incroyable.

C'est ainsi qu'à Saltillo on fut prévenu cinq heures après l'entrée de l'ennemi à Monterey. Là se trouvait, comme chef supérieur de nos troupes, un homme d'une énergie de fer et

de décision soudaine, que j'ai bien des fois admiré alors qu'il était capitaine au 3^e zouaves, le même qui, d'un coup de poing, assommait un taureau. C'était le commandant de La Hayrie.

Choisir 150 hommes de la Légion étrangère, faire atteler dix chariots à douze mules, mettre dedans les sacs de ses hommes et la moitié de sa troupe, furent l'affaire de quelques minutes et il partait au secours de Monterey. Les hommes alternant entre eux pour faire en voiture la moitié de la route.

Après avoir parcouru ainsi plus de 20 lieues en 24 heures, il arrivait le 25 à 4 heures du matin, se renforçait des 150 Mexicains qui s'étaient réfugiés dans le réduit et, avec 300 hommes, il s'établissait brusquement dans un édifice tout proche du quartier où étaient fortifiés les 1.300 Libéraux qu'il fallait tenir en échec. Ce qu'il fit en les harcelant sans cesse, et évitant de laisser voir l'infériorité numérique considérable de sa troupe, mais en les empêchant de recueillir l'imposition demandée.

L'intrépide La Hayrie n'aurait pas pu jouer ce rôle hardi pendant bien longtemps. Heureusement, dans l'après-midi, subitement, on vit les Libéraux se sauver au plus vite et on entendit résonner, à l'autre extrémité de la ville, les fanfares des clairons français. C'était le général Jeanningros qui, lui aussi, accourait au secours de la ville et en même temps de son lieutenant dont il ignorait la présence.

C'était la veille, à l'aube, que le général avait appris qu'une forte colonne de Libéraux menaçait Monterey. Il était à 30 lieues. Jeanningros, lui non plus, n'hésita pas, il partit avec toute sa colonne. Il marcha pendant 32 heures, sans autres arrêts que ceux nécessaires pour faire le café, et, le 25 à 3 heures, il entra dans Monterey. Il eût été temps encore pour sauver la caisse, alors même que La Hayrie ne fut pas arrivé le matin. La population était folle de joie : « Quels soldats ! — Ce sont des hommes, ceux-là ! » criait-elle à nos héroïques troupiers.

Nous aussi, Français de quarante ans après, nous leur devons toute notre admiration; et si nous leur crions : « C'étaient des hommes, ceux-là ! Quels soldats ! » nous devons ajouter : « Quels chefs que ces La Hayrie, ces Jeanningros ! » Et les chefs de cette trempe étaient partout dans notre armée du Mexique !

Le général Jeanningros voulait bien poursuivre l'ennemi, mais il ne pouvait pas demander un nouvel effort à une infanterie qui venait de faire 30 lieues en 32 heures. Quel record ! Alors il lança ses deux escadrons de cavalerie qui parvinrent à joindre la queue de la colonne en fuite, la mirent en déroute en lui tuant une centaine d'hommes.

Ce double incident de guerre ne saurait être trop rappelé, et nous pouvons dire plus que jamais : « Quelles troupes nous avions alors ! » En aurons-nous encore ? Pourquoi pas !

La situation militaire n'était donc pas plus satisfaisante que les autres et je ne puis mieux la caractériser, aussi bien dans ses effets que dans ses causes, qu'en présentant l'exposé qu'en fait le Maréchal, dans son rapport du 9 décembre :

« Les populations éprouvent une grande inquiétude du retrait de nos troupes. Ce résultat devait être prévu dans un pays où on met si mal le temps à profit. Il est d'ailleurs la conséquence de la concentration partielle des troupes françaises à laquelle nous oblige l'aspect des choses du côté des Etats-Unis.

« Avec un Gouvernement plus fort, plus prévoyant, avec des autorités plus actives et animées d'un plus grand patriotisme, j'aurais pu espérer concentrer l'armée française sans avoir les mêmes craintes pour les pays que nous avons délivrés de l'oppression des Juaristes et qui, dès notre approche, se sont spontanément prononcés pour l'Empire.

« Malheureusement, les causes qu'en maintes occasions, j'ai dû exposer à V. E. ne me permettent guère d'espérer ce résultat et, comme après tout, entre deux inconvénients il faut choisir le moindre, je dois risquer de voir quelques

points provisoirement arrachés au Gouvernement de l'Empire Maximilien, plutôt que de voir compromis le drapeau français.

« Les mouvements de nos troupes n'ont pas seulement atteint le Chihuahua. Le département du Sinaloa, dont la partie Sud est depuis longtemps soumise à l'Empire, devrait présenter aujourd'hui une organisation suffisamment forte pour nous permettre de nous retirer sans crainte. C'est à peine si j'ose l'espérer, considérant toutes les difficultés qu'il m'a fallu combattre pour mettre des troupes mexicaines en état de nous remplacer. Les mouvements de ces troupes doivent enfin se faire ces jours-ci et contribueront, j'aime à le croire, au maintien de l'ordre.

« J'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence copie de la correspondance que j'ai échangée à ce sujet avec l'Empereur Maximilien. Votre Excellence verra, par la lecture de ces documents, que je ne cache pas la vérité au Souverain du Mexique et que, d'un autre côté, je ne me laisse pas détourner de la voie que je me suis tracée dans l'intérêt de nos troupes et pour la sauvegarde de l'honneur de nos armes. »

Ces explications sont concluantes et suffisamment topiques pour stériliser les récriminations et confondre les reproches que, trop souvent, Maximilien adressait au Maréchal au sujet de l'abandon par nos troupes de populations dévouées.

Du reste, ce malheureux prince manifestait sans cesse des désirs vraiment enfantins. C'est ainsi qu'au 5 septembre 1865, il demanda au Maréchal de faire occuper, par des troupes françaises, presque toute la frontière du Nord, afin d'empêcher cette frontière d'exposer aux yeux des Américains un état de désordre de nature à faire mal juger la situation intérieure du Mexique. Il eut fallu cinquante mille hommes pour constituer ce rideau plus que ridicule. Le Maréchal envoya copie de la lettre impériale qu'on aurait pu mettre en doute, ainsi que le texte de la réponse correcte

mais sévère qu'il y fit. Les élucubrations stratégiques de Maximilien étaient par trop fantaisistes.

En résumé, on peut dire que, dans l'ensemble, la quatrième année de notre présence au Mexique arrivait à son terme dans des conditions générales fort peu satisfaisantes. Pour expliquer cette triste situation et par exception, je passe la plume à un de ces informateurs officieux dont la correspondance privée allait jusqu'à l'Empereur Napoléon, les uns pour jeter le trouble dans son esprit, d'autres, au contraire, pour y apporter l'expression de jugements plus sincères et plus vrais. Je reproduis les appréciations formulées à cette époque par un officier d'un grade élevé, appartenant à une arme spéciale qui était le correspondant fortuit et indépendant d'un aide de camp de Napoléon III, officier général du génie. On retrouve, dans cet exposé, des sentiments que j'ai signalés et qui sont précisés d'une façon suggestive sous la plume de cet écrivain militaire impartial. Je dis suggestive car ils montrent combien la pensée originelle de l'Empereur d'établir au Mexique un protectorat français était fondée, puisque quatre années plus tard, sous l'influence des événements qui se sont succédés et de l'état de choses que ceux-ci ont créé, cette question de régénération du pays vient à l'esprit d'un grand nombre de personnes non prévenues et appartenant surtout à l'élément mexicain qui est un des plus intéressés. Je cite le correspondant du général Frossard :

« Je crains de passer à vos yeux pour un alarmiste et pourtant je ne me sens rien moins que cela. Mais je ne puis me refuser à l'évidence. Je ne peux pas ne pas voir ce qui frappe tous les yeux et ne pas entendre ce que chacun crie tout haut. Or, dans ce moment, il y a un découragement très grand, presque complet, tant chez les Mexicains que chez les Européens, en voyant que le Gouvernement actuel n'a pu encore rien organiser, rien asseoir et que tout va comme par le passé avec les mêmes iniquités. On a longtemps attendu et comme rien ne vient, malgré les souffrances trop

bien constatées du moment, on a cessé d'avoir confiance et on n'espère plus rien de l'Empereur. Beaucoup de gens vont beaucoup plus loin et je parle de gens de la haute société, presque du palais; ils déclarent hautement que le Gouvernement actuel a fait acte d'impuissance, qu'il ne pourra jamais relever le pays de l'abîme où il se trouve et que l'Empereur doit abdiquer. Ces personnes sont prêtes à ajouter que la France doit administrer le Mexique pour son compte et à l'aide de ses agents. Et ces propos-là, mon général, ne se tiennent pas à Mexico seulement, mais dans presque tout l'Empire. Ce n'est pas l'écho d'un faible parti, mais le cri de la grande masse. Je ne veux pas tirer de ce fait une conséquence exagérée mais seulement vous faire remarquer ce que l'Empereur a perdu dans l'opinion publique...

« J'ai hésité, mon général, à vous donner de telles appréciations et je m'en serais abstenu, si elles m'avaient été seulement personnelles, mais elles sont celles d'une si grande masse que j'ai cru devoir vous en rendre compte à l'égard de tous les autres renseignements que j'ai pris à cœur de vous fournir sur les affaires mexicaines. »

L'officier, en écrivant ces impressions, savait parfaitement qu'elles seraient mises sous les yeux attentifs de Napoléon III.

Je puis donc, en terminant l'exposé des souvenirs de cette première période du règne de Maximilien, déclarer qu'au 31 décembre de l'année 1865, l'Empire était condamné dans tous les esprits et même dans celui du malheureux Empereur! Nous le sentions tous au quartier général.

(19 avril 1906.)

CHAPITRE III

GRAVES INCIDENTS

Du 1^{er} Janvier 1866 à fin de Mars

Année 1866, sombre jour de l'an. — Retour de l'Impératrice. — La Peralta. — Les souverains à Cuernavaca. — Incident de Bagdad. — Monstrueuse violation du droit des gens à la frontière américaine. — Protestations énergiques. — Demi-mesures de recul du gouvernement américain. — Mort du roi Léopold. — Incident relatif au colonel Dupin — Attitude imprudente et fâcheuse de Maximilien. — Lettres du maréchal Bazaine. — Récriminations du général Douay. — Nouvelle apparition spontanée de Salar; ses projets.

L'aurore de la troisième année du règne apparut toute pâle dans un ciel sombre. Les cérémonies officielles du jour de l'an ne furent rayonnantes que de l'éclat des uniformes qu'exhibaient les visites obligatoires; mais les visages ne rayonnèrent ni de joie ni d'espérance. Les pensées restaient sous l'impression pénible des angoisses de la veille et appréhendaient les tristesses probables du lendemain.

Il n'y eut pas dans la capitale de grands raouts officiels, de fêtes de gala, mais seulement des réunions privées, plutôt intimes dans nos familles militaires où, la gaieté gauloise reprenant son droit national, on but du vin français en pensant à la France. Et pourtant ce ne pouvait être avec l'espoir de la revoir bientôt, car, en présence des orages qui menaçaient au loin d'éclater un jour, nous pouvions tous prévoir que de grandes épreuves nous attendaient encore.

Le Gouvernement, le monde politique se maintinrent offi-